



Après les promesses électorales, l'heure de la transition énergétique

L'ensemble des partis politiques francophones s'est engagé à répondre positivement à l'appel du secteur éolien afin de réduire les délais des recours au Conseil d'État contre les permis octroyés. © BELGA

FAWAZ AL BITAR, YVAN HELLA ET MICHEL HELBIG DE BALZAC

Respectivement directeur général, président du conseil d'administration et président du Comité stratégique d'Edora

Suite aux élections du 26 mai, les entretiens politiques se poursuivent sur les priorités des futures coalitions régionales et fédérale. Cette législature s'avère cruciale car la Belgique devra mettre en œuvre une politique énergétique qui réponde tant à l'impératif de sécurité d'approvisionnement qu'aux enjeux socio-économiques, climatiques et environnementaux.

Une croissance sélective, telle que proposée par certains, comme Nicolas Hulot, associant solidarité et enjeux écologiques, est devenue indispensable à la réalisation de ces objectifs. Certaines réflexions économiques, telles que le «modèle Donut» de Kate Raworth, préconisent d'inscrire notre croissance économique dans les limites de notre patrimoine écologique limité, sous peine de mettre notre planète gravement en péril. Il convient en outre de baser cette approche sur les fondements sociaux et culturels de notre société.

Repenser la mobilité des biens et des personnes, favoriser les circuits courts et rendre notre économie plus circulaire doivent ainsi figurer parmi les priorités.

La responsabilité de nos futurs gouvernements

Les différents partis politiques du sud du

pays se sont prononcés en faveur d'objectifs climatiques et de consommation d'énergies renouvelables plus ambitieux. Mais vont-ils maintenant parvenir à s'entendre sur une approche cohérente, indispensable au développement d'un système énergétique de plus en plus durable, sobre, flexible et décentralisé?

Le développement des réseaux locaux d'énergie, basés sur l'autoconsommation et le stockage collectifs, devrait permettre de mieux valoriser le potentiel des énergies renouvelables décentralisées.

Cette approche devra être couplée à des dispositifs incitatifs visant à activer davantage la flexibilité de la demande tant industrielle que tertiaire ou résidentielle.

La mise en place de mécanismes de marché et de signaux économiques adéquats amènera tout un chacun à consommer de préférence aux moments où les énergies renouvelables et durables sont les plus disponibles. De tels déplacements de consommation et la mise en place de dispositifs de stockage seraient de nature à réduire voire à éviter la construction de nouvelles centrales à gaz qui ne seraient en tout état de cause destinées qu'à fonctionner un nombre d'heures très limité par an.

Politique ambitieuse

Le déploiement des technologies nouvelles associées aux énergies renouvelables passe par la prise de décisions politiques claires et fortes sous cette nouvelle législature. L'ensemble des partis politiques francophones s'est engagé à répondre positivement à l'appel du secteur éolien, de l'Union wallonne des entreprises et du secteur immobilier et de

la construction, afin de réduire les délais des recours au Conseil d'État contre les permis octroyés.

Ces partis ont également répondu favorablement à la nécessité d'installer désormais les meilleures technologies disponibles en Wallonie, telles des éoliennes plus hautes et plus efficaces. Il est aussi important que le prochain Gouvernement wallon s'accorde sur un cadre de déploiement optimal des installations photovoltaïques sur toitures et en façade (BIPV ou photovoltaïque intégré au bâti), sans exclusion de grandes installations au sol, là où une telle occupation de celui-ci ne porte pas préjudice à la collectivité. Sans oublier la nécessité d'élaborer

un plan de développement 2020-2030 pour la biomasse-énergie locale, grâce à un inventaire détaillé des gisements pertinents et à une stratégie spécifique pour l'utilisation du biométhane et du gaz renouvelable.

Vers un «coût vérité» pour chaque technologie

Le fonctionnement actuel du marché, avec diverses formes de subsidiation directe ou indirecte des énergies fossiles, ne permet pas à la majorité des technologies durables et renouvelables d'être naturellement compétitives, notamment en raison de la prise en compte incomplète des coûts environnementaux et sanitaires qui en résulte. L'introduction progressive d'une tarification carbone, dans le cadre d'un «tax shift» environnemental, constituerait une partie de la solution, en récompensant mieux les comportements vertueux pour la collectivité et en pénalisant les comportements néfastes.

Les engagements pré-électorales des partis laissent à espérer que les gouvernements en gestation seront à même de relever ces défis. Si le marché parfait permet sur le court terme une allocation efficace des ressources productives stricto sensu, il n'en demeure pas moins myope. Les décideurs politiques ont la responsabilité de poser enfin le cadre et les jalons d'une stratégie énergétique plus durable et plus efficace, répondant aux enjeux écologiques et sociaux, ciments de notre société. En économie comme en énergie, des choix stratégiques judicieux n'ont jamais appauvri une collectivité.

Le fonctionnement actuel du marché, avec diverses formes de subsidiation directe ou indirecte des énergies fossiles, ne permet pas à la majorité des technologies durables et renouvelables d'être naturellement compétitives.

Le marché des charlatans est en plein boom

EL PAÍS

Les charlatans et escrocs ont toujours existé. Dernièrement, le marché du charlatanisme — surtout en politique — a atteint de nouveaux sommets. La demande (et l'offre) de solutions simples, instantanées et indolores à des problèmes complexes a grimpé en flèche. Les escrocs d'aujourd'hui sont, par essence, semblables à ceux qui ont toujours existé, mais ce n'est que maintenant qu'ils ont accès à une technologie qui leur offre des possibilités jusqu'alors inimaginables. Ce sont des charlatans numériques. Ils fonctionnent souvent avec l'aide de robots en ligne. Ces bots utilisent des algorithmes logiciels pour diffuser des informations ciblées par le biais des médias sociaux à des millions d'utilisateurs en fonction de caractéristiques telles que l'âge, le sexe, la classe sociale, les préférences politiques, les habitudes de consommation, etc. L'un des faits les plus révélateurs de l'impact des charlatans modernes est la fréquence de recherche sur Google de la question «Qu'est-ce que Brexit?» juste après que le Royaume-Uni ait décidé de se séparer du reste de l'Europe, dans un contexte où la plupart des affirmations et données utilisées pendant la campagne pro-Brexit étaient fausses.

Il en va de même pour Trump. Selon le Washington Post, il fait en moyenne 11 déclarations fausses ou trompeuses par jour. Pas de quoi le déranger car il sait que «le peuple est prêt à le croire».

Tout cela met en évidence une réalité regrettable: les gens qui se font prendre par les charlatans sont tout aussi coupables ou même plus coupables que les charlatans eux-mêmes.

Ils sont irresponsables, mal informés et prêts à croire toute proposition qui les séduit, aussi grotesque soit-elle. Cela doit changer. Nous avons besoin de plus d'éducation en technologies de l'information et accepter que la démocratie exige plus d'efforts que le simple fait de voter à quelques années d'intervalle. Nous devons être mieux informés, garder l'esprit ouvert aux idées en opposition avec les nôtres et développer notre sens critique. Avant tout, il faut réussir à faire la différence entre des dirigeants bien intentionnés et les charlatans prêts à nous escroquer.

Les questions à se poser face à une inspection du travail



THIERRY DUQUESNE

Local partner NautaDutilh

Combien d'inspections sociales par an en Belgique?

Environ 30.000 inspections sociales ont eu lieu en 2016. Ces inspections ont permis de constater 37.018 irrégularités. Ces 37.018

irrégularités ont mené à 6.087 avertissements, 24.076 demandes de régularisations et 6.855 pro justia. La construction, l'Horeca, le transport de marchandises et le nettoyage sont les secteurs les plus contrôlés.

De quels services d'inspection s'agit-il?

Les principaux services d'inspection sont ceux qui dépendent du contrôle des lois sociales, de l'ONSS, de l'ONEM, de l'INASTI, de l'INAMI et de FAMIFED.

Comment interviennent les services d'inspection?

Les services d'inspection interviennent d'initiative, sur la base d'une plainte d'un travailleur, d'une organisation syndicale, d'une organisation professionnelle, d'une dénonciation d'un tiers, ou encore à la demande de l'auditeur du travail, du parquet ou du juge d'instruction.

Quels types de contrôles effectuent-ils?

Les contrôles ont lieu au siège de l'entreprise, sur tout lieu de travail

ou assimilé, ou encore auprès de tiers comme les secrétariats sociaux. Ces visites sont annoncées ou ont lieu à l'improviste.

Pour quels types de situation les inspections interviennent-elles?

Les services d'inspections interviennent le plus souvent en cas de plainte portant sur le paiement tardif du salaire ou l'absence de remboursement des frais de déplacement, le non-paiement par l'employeur du pécule de vacances, en cas de problème d'heures supplémentaires (paiement et récupération), suite à une dénonciation et/ou plainte en matière de travail au noir, en cas de risque pour le bien-être au travail, lorsqu'un travailleur est licencié et l'employeur refuse de lui fournir le C4, lorsqu'une société tombe en faillite et le travailleur n'est pas déclaré au cours des deux derniers mois de travail, ou enfin en cas de mise à disposition de personnel. Les inspecteurs sociaux peuvent également vérifier si votre entreprise relève de la bonne commission paritaire, si vous n'occupez pas de faux indépendants ou

encore si la présence de travailleurs intérimaires dans votre entreprise est justifiée.

Comment vous préparer à une inspection sociale?

Procédez dès à présent à un inventaire et à une mise à jour des documents les plus souvent contrôlés (règlement de travail, fiche de paie, affichage des horaires, etc.). Désignez une personne de réfé-

rence qui accueillera l'inspecteur social et qui sera en charge de l'inspection. Réalisez des simulations d'interview.

Quelles sont les compétences des services d'inspection?

Les inspecteurs sociaux ont de larges compétences. Ils ont un droit d'accès aux lieux de travail à tout moment (jour et nuit), sans avertissement. Le droit d'accès aux espaces habités est par contre limité. L'inspecteur doit pouvoir identifier et auditionner toute personne présente sur le lieu de travail. L'audition est comparable à une audition menée par la police. Vous pouvez demander l'assistance de votre avocat. Ne répondez qu'à la question posée et demandez une copie du PV de l'audition. L'inspecteur peut prendre connaissance et saisir de nombreux supports d'information. Il peut également établir des constatations par image. Enfin, l'inspecteur a des compétences spécifiques en matière de bien-être au travail (mesures de prévention adaptées, interdictions spécifiques, arrêt du travail, ordre d'évacuation, etc.).

Les inspecteurs sociaux ont de larges compétences. Ils ont un droit d'accès aux lieux de travail à tout moment, sans avertissement.